



La férocité sioniste s'abat sur Rafah

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 6140 - Mardi 23 avril 2024 - Prix : 10 DA

Sécurité routière à Béjaïa

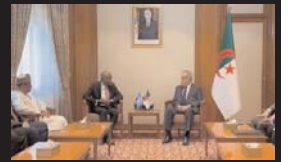
Plus de 3 000
amendes forfaitaires
dressées le mois
dernier

Page 16

Dernier jour de la visite du DG de l'OIT

Larbaoui reçoit Gilbert Houngbo

Page 2



Avril le mois de vérité

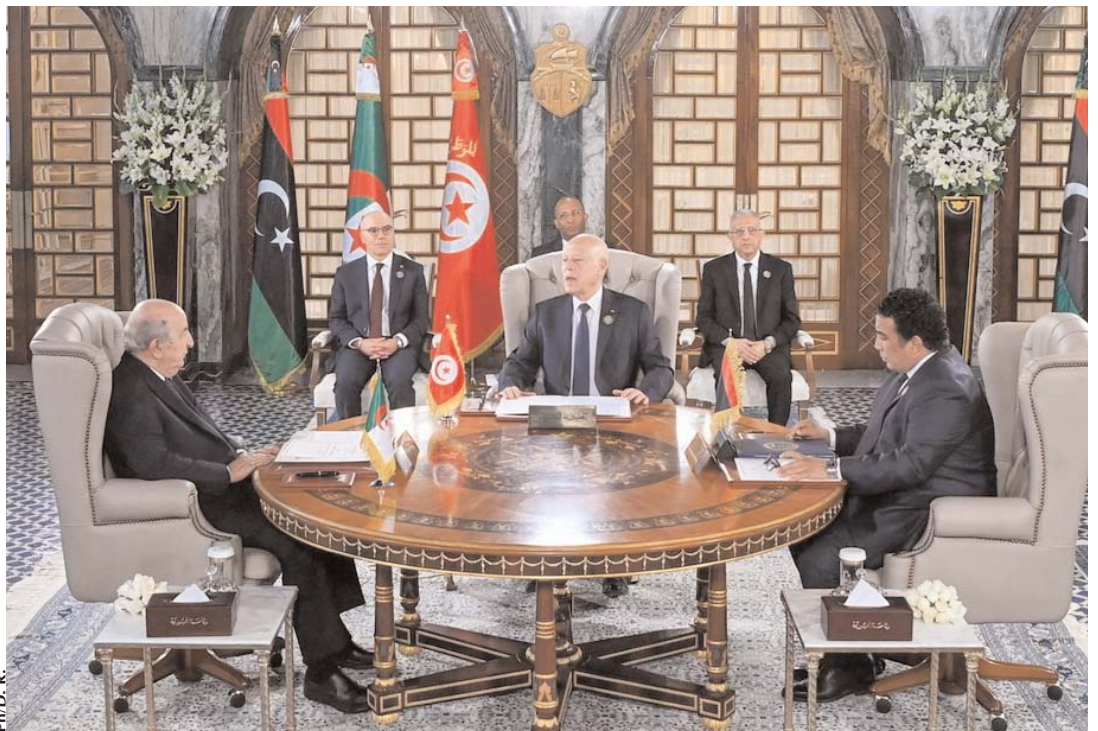
Par Mohamed Habili

Dimanche dernier, veille de la Pâque juive, le Premier ministre israélien, après avoir porté sur le seul Hamas la responsabilité de l'échec des négociations indirectes pour un cessez-le-feu donnant lieu à un échange de prisonniers, a promis une intensification de la pression militaire pour l'amener à de meilleurs sentiments. Ce mois d'avril, commençant par la frappe meurtrière israélienne sur l'ambassade iranienne à Damas, se poursuivant par la riposte iranienne, dont l'ampleur a surpris tout le monde, qui maintenant se termine, aura servi à quelque chose qui sûrement vaudra pour la suite des événements. Il a mis fin à l'illusion qu'un accord était possible qui arrêterait les hostilités comme les souffrances incommensurables des Palestiniens de Ghaza. Attaqué par l'Iran depuis l'Iran même, une première dans la déjà longue confrontation entre les deux pays, Israël a dû réagir, mais de façon à ce que l'Iran ne se sente pas obligé de riposter une deuxième fois. De là sans doute le désir ressenti par lui de faire payer à la population à Ghaza le double affront subi dernièrement : l'attaque iranienne, et sa propre riposte forcée, dont chacun a pu voir qu'elle n'en était pas une en réalité. Que lui reste-t-il à faire après cela qu'à redoubler de violence envers la population de Ghaza, sous prétexte de lancer une offensive décisive sur ce qu'il continue de présenter comme étant les dernières compagnies de la résistance palestinienne ?

Suite en page 3

En présence des chefs d'Etat algérien, tunisien et libyen

Importante réunion tripartite à Tunis



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a pris part, hier, à Tunis, à la 1ère Réunion consultative regroupant les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye. La visite du président de la République intervient à l'invitation de son frère le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, qui l'a accueilli à l'Aéroport international de Carthage. [Page 2](#)

Festival international «Imedghassen» du cinéma

Une édition consacrée au court métrage

Page 7

Demi-finale de la Coupe d'Algérie de football/MCA-CSC aujourd'hui au stade Miloud-Hadefi

Que le meilleur gagne

Page 15

En présence des chefs d'Etat algérien, tunisien et libyen

Importante réunion tripartite à Tunis

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a pris part, hier, à Tunis, à la 1ère Réunion consultative regroupant les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye. La visite du président de la République intervient à l'invitation de son frère le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, qui l'a accueilli à l'Aéroport international de Carthage.

Par Massi Salami/Agence

Dans une déclaration à la presse à son arrivée à l'aéroport de Carthage, le président de la République a réaffirmé que l'Algérie se tenait toujours aux côtés de la Tunisie, pays frère. "Nos cœurs sont toujours avec le peuple tunisien et mon frère le Président Kais Saïed". "La Tunisie ne tombera jamais et demeurera toujours debout. Puisse Allah la protéger", a-t-il ajouté. De son côté, le Président Kais Saïed a souhaité la bienvenue au Président de la République, saluant le soutien constant de l'Algérie à son pays.

"Puisse Allah protéger la Tunisie et l'Algérie", a-t-il dit. Le président de la République a été accompagné dans sa visite par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf. Faut-il rappeler que l'Algérie mène, sous la conduite du président Tebboune, des efforts soutenus pour relancer l'action commune dans le cadre du Maghreb arabe, renforcer la coordination et unifier les positions en vue de relever les défis actuels au service des intérêts des peuples de la région.

D'ailleurs, c'était en prévision de ce rendez-vous que le président de la République avait



tenu, début mars dernier à Alger, une rencontre tripartite avec ses frères, le président de la République tunisienne, Kais Saïed, et le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi, lors de laquelle les trois dirigeants ont passé en revue les conclusions du 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), tenu à Alger du 29 février au 2 mars 2024. Lors de cette rencontre, les trois dirigeants ont également examiné la situation prévalant dans la région du Maghreb arabe, sou-

lignant, à cette occasion, la nécessité d'unifier et d'intensifier les efforts pour relever les défis économiques et sécuritaires au service des intérêts des peuples des trois pays. Par souci d'associer tous les pays de la région à cette démarche, Abdelmadjid Tebboune a informé le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, lors d'un entretien téléphonique, de la réunion tripartite ayant regroupé les présidents algérien, tunisien et libyen. Dans sa dernière

entrevue avec les médias nationaux, il a affirmé que le projet de bloc que les pays du Maghreb arabe entendaient créer visait à relancer l'action commune et à renforcer la coordination en vue d'unifier la voix de ces pays sur plusieurs questions internationales sans exclure aucune partie. Le président de la République veille à maintenir des contacts permanents et à se concerter avec les dirigeants des pays du Maghreb arabe, qui, outre les liens de voisinage, entretiennent avec l'Algérie des relations frater-

nelles et historiques ancrées, et ce, afin de concrétiser l'intégration, d'unir les efforts et d'unifier les positions en vue de relever les défis auxquels la région est confrontée, notamment la préservation de sa sécurité et de sa stabilité, la lutte contre les crimes transfrontaliers et la protection de la région de toute ingérence étrangère. Autant de dossiers dans lesquels l'Algérie joue un rôle pivot salué par la plupart des pays du monde et par des organisations internationales et régionales.

M. S./Agence

Dernier jour de la visite du DG de l'OIT Larbaoui reçoit Gilbert Hougbo

Au Palais du gouvernement, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a reçu, hier, le directeur général (DG) de l'Organisation internationale du travail (OIT), Gilbert Hougbo, qui lui a fait part de l'agrément de son Organisation quant aux décisions prises par le Président Tebboune. A ce titre, lors de cette rencontre avec le Premier ministre qui s'est déroulée en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, Gilbert Hougbo, qui achève aujourd'hui son déplacement algérois, a adressé ses «vifs remerciements à l'Algérie pour son soutien continu à l'OIT et ses efforts dans le cadre de la promotion du dialogue social en matière de travail», se félicitant, par là même, «des décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer le caractère social de l'Etat et réaliser la justice sociale, outre les réformes relatives à l'exercice du droit syndical», a indiqué un communiqué de la primauté. Ceci étant, durant cet entretien, les deux parties ont passé en revue «les différents projets et activités s'inscrivant dans le cadre de la coopération bilatérale, ainsi que les dossiers inscrits à l'agenda de l'OIT,



notamment l'Initiative de coalition mondiale pour la justice sociale», a ajouté la source.

Pour sa part, quelques heures plus tôt, lors d'une rencontre au siège de son département ministériel, Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale, a réaffirmé au DG de l'OIT, Gilbert Hougbo, qui est arrivé samedi soir à Alger pour une visite de deux jours, «le soutien absolu de l'Algérie, étant le premier responsable africain à occuper le poste de directeur général de l'OIT», a indiqué un document du MAE parvenu à la rédaction du Jour d'Algérie. Un

soutien, a indiqué le premier diplomate du pays, qui «s'inscrit dans le cadre de l'attachement permanent de notre pays à renforcer la représentativité africaine au sein des organisations internationales et l'influence continentale sur le processus décisionnel international, au mieux des intérêts des Etats et peuples africains». Ainsi, durant cette rencontre avec le DG de l'OIT, qui pour la première fois effectuée une visite à Alger, «a permis aux deux parties de passer en revue les relations privilégiées entre l'Algérie et cette Organisation internationale et d'examiner les voies et moyens

de les renforcer et de les promouvoir à de plus larges perspectives, notamment à travers la mise en œuvre de programmes de coopération à dimension régionale et continentale», a précisé la même source. Par ailleurs, avant-hier dans la matinée, au deuxième jour de son déplacement algérois, Gilbert Hougbo a été reçu par Fayçal Bentaleb, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Les entretiens entre les deux hommes ont essentiellement porté sur «les voies et moyens de renforcer la coopération avec cette agence onusienne et de mettre en avant les grands efforts consentis par l'Algérie pour la promotion du travail décent, du dialogue et de la protection sociale». Intervenant en marge de cette entrevue, Gilbert Hougbo, saluant «l'expérience pionnière de l'Algérie dans le domaine de la sécurité et de la protection sociale, dans la parité salariale homme/femme ainsi que dans le dialogue social», s'est félicité des «bonnes» relations liant l'OIT et l'Algérie dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, exprimant «l'entière disposition de l'Organisation à renforcer et à approfondir cette coopération». Plus tard, le DG de l'OIT a été

reçu par la présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), M^{me} Saida Neghza, en sa qualité d'unique organisation patronale algérienne membre l'OIE (Organisation internationale des employeurs) et également membre du Conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT). Au terme de sa réunion avec le comité de la direction de la CGEA, il a, entre autres, mis en exergue «la contribution des employeurs algériens au débat général au sein du BIT». En outre, en fin dans la soirée, M. Hongo a été reçu par la présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mme Rabia Kherfi. Les discussions ont porté sur les moyens de coopération liée à l'aspect social. Ceci étant, notons que le directeur général de l'OIT était accompagné d'une importante délégation de l'OIT, dont son Conseiller pour l'Afrique, Faouzi Gsouma, de Halim Hamzaoui, nouveau président du Bureau d'Alger de l'OIT couvrant l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, qui prendra fonction à Alger le 27 avril en cours en remplacement du président sortant, Moussa Oumarou.

Lynda Naili

Ghaza

La férocité sioniste s'abat sur Rafah

■ L'armée d'occupation sioniste poursuivait hier son acharnement sur Rafah, dans le sud de la bande de Ghaza, soumise à une agression génocidaire depuis sept mois qui a fait plus de 34 000 martyrs, dont la majorité sont des enfants et des femmes, et plus de 77 000 blessés. Le bilan est lourd et des milliers de victimes sont toujours sous les décombres et sur les routes.

Par Meriem B.

Les forces d'occupation sionistes ont pris pour cible, hier matin, l'hôpital Al Awda, dans le centre de la bande de Ghaza, ce qui a entraîné la perturbation du système d'énergie solaire qui alimente l'hôpital en électricité, selon des médias. Selon les mêmes sources, les forces d'occupation «ont pris pour cible le siège administratif de l'hôpital Al Awda, dans le camp de Nuseirat, dans le centre de la bande de Ghaza, ce qui a entraîné la perturbation du système d'énergie solaire qui alimente l'hôpital en électricité, en plus d'importants dégâts sur le site, les réservoirs d'eau, de carburant et l'ascenseur électrique». L'hôpital Al Awda a condamné cette attaque, la qualifiant de «ciblage direct». Les avions de combat sionistes poursuivent leur agression contre la bande de Ghaza, dans la région centrale, toujours soumise à de violents bombardements. Deir al-Balah a fait l'objet, hier, d'un raid qui visait un groupe de citoyens dans le centre de cette ville, ce qui a entraîné un grand nombre de blessés, de gravité variable, rapportent des médias. Cela survient alors que le nombre de corps récupérés dans une fosse commune découverte dans un hôpital de la ville de Khan Younis, au sud de Ghaza, le complexe médical Al-Nasser, est passé à 210, ont rapporté des médias. La ville d'El-Khalil, dans le sud de la Cisjordanie occupée, a été prise d'assaut hier matin par les forces sionistes, rapportent des médias. Selon des médias, une force militaire sioniste «a attaqué plusieurs



quartiers de la ville d'El-Khalil et pris d'assaut les maisons de deux Palestiniens, Moataz Gholma et Hatem al-Qawasmî».

L'OCI condamne les massacres de masse

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a condamné hier les terribles massacres qui continuent d'être perpétrés par l'armée d'occupation sioniste dans les territoires palestiniens occupés, après la découverte récente de fosses communes dans la zone du complexe médi-

cal Nacer, dans la ville de Khan Younes, au sud de la bande de Ghaza. Dans un communiqué relayé par l'agence de presse Wafa, l'OCI a indiqué que ces pratiques constituent un crime de guerre, un crime contre l'humanité et un terrorisme d'Etat organisé qui exige une enquête et une sanction conformément au droit pénal international, appelant la Cour pénale internationale (CPI) et la Cour internationale de Justice (CIJ) à assumer leurs responsabilités à cet égard. L'OCI tient l'entité sioniste pour responsable des conséquences

de ces crimes et pratiques terroristes en cours contre le peuple palestinien, qui vont à l'encontre de toutes les valeurs humaines et constituent une violation flagrante du droit international humanitaire. L'Organisation a, en outre, renouvelé son appel à la communauté internationale et au Conseil de sécurité de l'ONU en particulier, sur la nécessité d'une intervention urgente afin de mettre un terme aux crimes de guerre commis par l'occupant sioniste dans la bande de Ghaza et d'assurer une protection internationale au peuple palestinien. **M. B.**

Rencontre technique algéro-suisse

La transition énergétique et le traitement des déchets en débat

La transition énergétique et le traitement des déchets et leur rôle dans la durabilité environnementale ont été débattus hier à Alger, lors d'une rencontre technique algéro-suisse, organisée par la Chambre de commerce et d'industrie Suisse-Algérie (CCISA) et le World Trade centre, WTC-Algiers.

Les présents parmi les représentants des différents établissements versés dans ces deux domaines et les experts et chefs d'entreprises ont relevé que la protection de l'environnement et la promotion de la transition énergétique constituent «des défis majeurs» pour la planète et les populations qui y vivent, d'où «la nécessité urgente de définir et mettre en œuvre des stratégies et des programmes correspondants».

Ils ont également soutenu que la combinaison des sources d'énergies renouvelables avec des pratiques de gestion des déchets efficaces permet de

«réduire l'empreinte carbone et de promouvoir un mode de vie plus durable».

Dans le même ordre d'idées, les participants à cette rencontre technique ont assuré que des solutions telles que le recyclage, la valorisation énergétique et l'innovation technologique sont cruciales pour la durabilité environnementale.

Dans son intervention relative au dispositif d'investissement en Algérie, M^{me} Khaoula Mostefai, chef d'études de la Direction d'études chargée de l'accompagnement de la facilitation et de la simplification des procédures à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a indiqué que l'Agence compte 48 projets d'investissement dans le secteur de l'économie verte et circulaire pour un montant de plus de 14 millions de dinars.

Énumérant les avantages fiscaux et parafiscaux que propose l'AAPI dans cette filière, la même responsable a assuré que ces

opportunités énormes sont à saisir dans ce domaine, notamment dans la valorisation des déchets de métaux, papier et plastique, en particulier, outre le domaine de l'agro-sylvo-pastoral et la gestion et récupération des déchets industriels.

M^{me} Mostefai a aussi souligné dans la foulée les efforts déployés par l'établissement qu'elle représente pour accompagner les investisseurs dans les différents créneaux, et ce, à travers la mise en place de diverses facilitations, dont la plateforme numérique de l'investisseur.

De son côté, la directrice du développement de l'économie verte à l'Agence nationale des déchets (AND), Amel Asma, a relevé, dans une déclaration à la presse, l'approche de l'AND dans la valorisation énergétique des déchets.

Elle a, dans ce chapitre, souligné qu'il existe divers procédés pour récupérer l'énergie contenue dans les déchets solides

ménagers ou industriels, assurant que l'approche contribue à réduire la quantité de déchets envoyés en décharge tout en produisant de l'énergie renouvelable.

La même responsable a affirmé que l'AND œuvre à vulgariser cette approche auprès des investisseurs dans le domaine et encourage et accompagne toute initiative dans ce créneau.

A l'ouverture de cette rencontre technique, Alain Rolland, président de la CCI/SA, a relevé que ce rendez-vous inaugure une série de rencontres inscrites dans le cadre du programme de la Chambre pour 2024, mettant en avant l'échange «précieux» entre intervenants algériens et suisses pour sceller des partenariats et œuvrer à promouvoir la transition énergétique et le traitement de déchets de manière à préserver l'environnement.

De son côté, le directeur général du WTC-Algiers, Ahmed Tiboui, a indiqué que le thème

LA QUESTION DU JOUR

Avril le mois de vérité

Suite de la page Une

Les Etats-Unis eux aussi ont attendu les derniers jours d'un mois éprouvant pour concéder une nouvelle aide de 26 milliards de dollars à un Israël qui loin de calmer les inquiétudes qu'il leur inspire depuis le 7 octobre les accroit au contraire. Jusqu'à récemment, on pensait que sans les Américains qui le retenaient, Israël aurait déjà détruit non seulement les centrales nucléaires iraniennes, mais le plus gros de ses forces armées. Ce mois a apporté la preuve qu'en fait ce n'était pas lui la principale puissance militaire dans cette partie comble inflammable du monde, mais l'Iran, qui n'a jamais caché sa haine pour lui. Dans l'immédiat, Israël a évité la guerre avec l'Iran, une guerre que pourtant il a toujours semblé rechercher ardemment. Il sait maintenant qu'il ne tient qu'à lui qu'elle ait lieu pour de vrai. Du coup, il ne la veut plus autant. Ses forces lui permettent seulement de massacrer la population civile de Ghaza, pas même de venir à bout de ses résistants. Pour l'heure, on ne sait trop s'il va attendre la fin de Pâques, qui dure une semaine, pour lancer l'offensive promise sur Rafah, prétendument pour donner le coup de grâce à Hamas, ou si son intention est de la déclencher sans plus attendre, c'est-à-dire dans les tout prochains jours, si ce n'est avant. A en croire le ton plus que menaçant de Netanyahu, mais aussi celui des autres responsables israéliens, il semble évident que cela ne saurait tarder. D'autant qu'en général lorsqu'un chef de gouvernement annonce l'échec de négociations, et qu'il en accuse l'ennemi, c'est qu'il est déjà tout disposé à s'en remettre à nouveau à la seule action armée. Ce qu'Israël n'a pas obtenu par la négociation, il feint maintenant de pouvoir l'obtenir par la force seule. Il s'était rabattu sur la négociation parce que justement il s'était montré incapable de rien obtenir par la force nue. Ses troupes selon toute apparence entrèrent en effet dans Rafah ; elles y commettront le carnage craint par tout le monde, pour en sortir quelque temps plus tard, sans avoir mis la main sur Yahya Sinwar ni sur Mohamed Deif, sans avoir éliminé ni le Hamas ni avec aucune autre force de la résistance.

M. H.

de la rencontre est d'actualité, soulignant les efforts de l'Algérie dans la promotion de la transition énergétique et la protection antiterroriste de l'environnement.

La rencontre technique a été marquée par des débats organisés en panels autour du thème proposé, ainsi que l'organisation des B to B entre opérateurs algériens et suisses pour explorer les opportunités de partenariats.

M. O.

Alger

Lancement du programme de formation au profit des présidents d'APC

■ Le programme de formation des présidents des Assemblées populaires communales (APC) sur la politique d'action sociale, organisé par la Direction de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya d'Alger en coordination avec les services de la wilaya, a été lancé dimanche à Alger.

Par Nassima F.

Ce programme, qui s'inscrit dans le cadre de la série de sessions de formation lancée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire au profit des présidents d'APC, comprend deux sessions de formation qui se dérouleront du 21 au 25 avril et du 5 au 9 mai 2024.

Les 29 présidents d'APC concernés par cette session dans sa première étape, auront l'occasion de s'informer sur la politique d'action sociale et l'organigramme de la Direction. Ils aborderont, par la suite, la question de l'allocation forfaitaire de solidarité, les cellules de proximité de solidarité, ainsi que le dossier des patients démunis sans couverture sociale.

Le programme abordera également la prise en charge des

catégories vulnérables à travers la garantie de différentes aides sociales, telles que les opérations de solidarité pendant le mois de ramadhan et le cartable scolaire, ainsi que les mesures et les mécanismes adoptés pour prendre en charge les familles, les personnes aux besoins spécifiques, les personnes âgées, les enfants, les adolescents, les démunis et les nécessiteux.

N. F.



Pour faire face aux défis et mutations de la société humaine

Nécessaire codification des règles de la morale

Les participants à un colloque international sur les méthodes de codification des règles et des concepts moraux, organisé dimanche à l'université d'Oran 1 «Ahmed-Benbella», ont appelé à œuvrer à codifier les règles morales pour faire face à la régression morale dans le monde et à protéger les sociétés humaines des défis auxquels elles sont confrontées. D' Dahou Faghrour, doyen de la Faculté des lettres et des sciences islamiques de l'Université d'Oran 1, a affirmé, lors de cette rencontre organisée par le Laboratoire des études coraniques en collaboration avec le département de civilisation islamique de la même université, que «le monde nécessite actuellement une conversion des règles morales islamiques en textes juridiques, permettant de

faire face aux défis qu'affronte la société humaine confrontée à des mutations rapides qui menacent son existence, violentes soient-elles comme les guerres que connaissent de nombreuses régions dans le monde, ou pacifiques comme les dangers de l'intelligence artificielle et autres».

Pour sa part, D' Ounis Guergah, de l'Institut européen des sciences humaines de France, a indiqué que «les règles de morale islamiques nécessitent un effort de spécialistes pour les codifier comme universelles qui servent les êtres humains en général, quelles que soient leurs croyances et imposent aux Musulmans d'y adhérer, quelle que soit la partie avec laquelle ils traitent», faisant savoir qu'«elles se caractérisent également par l'intégration des aspects de la vie, de la

relation de l'homme avec son Créateur, avec les autres en tant qu'individus et avec la société locale et humaine». D' Lakhdar Lakhdari, enseignant à la Faculté des sciences humaines et sciences islamiques de l'université d'Oran, a indiqué que «la codification des règles de la morale est passée par plusieurs étapes dans l'histoire du monde musulman et a vu la contribution d'écoles de pensée, dont l'école soufie».

«Il faut actuellement œuvrer à codifier les règles morales suivant une vision rassembleuse ne laissant aucun domaine à la divergence entre savants dans différents arts du savoir et permettant de traiter les mutations», a-t-il ajouté.

D' Ahmed Djaballah, de l'Institut européen des sciences humaines de France, a

souligné que «la perpétuation de la bonne conduite morale fait partie des objectifs fondamentaux du message du Prophète Mohamed (QSSL)», affirmant que l'appel à codifier les règles de la morale est devenu une revendication de nombreux gens, dont les savants non musulmans.

D' Serir Hadj Kheira, directrice du Laboratoire des études coraniques, a noté que ce colloque, qui a vu la participation de 70 chercheurs du pays et de l'étranger, vise à réguler les méthodes de formulation du terme moral, à valoriser la règle morale puisée d'approches juridiques contemporaines et à présenter les approches contemporaines dans la formulation et la codification du concept moral et la méthodes de sa réflexion sur la réalité et les pratiques scientifiques.

Presse

Leila Zerguit installée à la tête de la direction générale du journal «El Djoumhouria»

Le secrétaire général du ministère de la Communication, Mokhtar Khaldi, a présidé, dimanche à Oran, l'installation de Leila Zerguit en qualité de nouvelle directrice générale du journal «El Djoumhouria», en remplacement de Mohamed Alem.

Mokhtar Khaldi a déclaré, lors de la cérémonie d'installation qu'il a présidée au nom du ministre de la Communication, et à laquelle a assisté le secrétaire général de la wilaya d'Oran, Fodil

Aïdouni et des représentants de la presse locale, ainsi que les cadres du quotidien «El Djoumhouria», que ce journal «est une entreprise de presse prestigieuse ayant son impact et sa place dans le paysage médiatique en Algérie», soulignant qu'«elle paraît aujourd'hui sous un nouveau visage à travers son site électronique». Il a rappelé que «le journal a abordé nombre de dossiers politiques, économiques et sportifs, et comptait parmi ses effectifs des journa-

listes talentueux, dont certains ne sont plus de ce monde et d'autres ont été victimes de la nébuleuse terroriste de la décennie noire, à l'instar de Djamel Zaïter et Bakhti Benaouda et mise sur de jeunes journalistes qui contribuent énormément à porter haut et avec splendeur la voix d'El Djoumhouria». Le même responsable a ajouté que «la nouvelle directrice générale, Leila Zerguit, jouit d'une riche carrière et une place prépondérante dans la scène médiatique

en ayant beaucoup donné au journal». Rappelant, dans cet ordre d'idées, qu'elle a été lauréate de la sixième édition du Prix du président de la République du journaliste professionnel, il a indiqué que cette distinction est une fierté pour le secteur de la presse et la wilaya d'Oran.

De son côté, Leila Zerguit a remercié le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, pour la confiance placée en elle, affirmant qu'elle

«sera à la hauteur de cette confiance pour servir les intérêts du journal et ceux du pays».

Elle a déclaré, en outre, qu'«elle compte sur les efforts réunis de tous, journalistes, travailleurs et techniciens, afin d'atteindre l'objectif escompté, à savoir celui de voir cette école prestigieuse dans la presse et l'information dans la plénitude de ses performances, de préserver son rayonnement et hisser son statut sur la scène médiatique algérienne».

Pour son soutien continu à la lutte du peuple sahraoui contre l'occupant marocain

Le Front Polisario réitère sa reconnaissance envers l'Algérie

Le Bureau permanent du Secrétariat national du Front Polisario a exprimé sa reconnaissance envers l'Algérie, gouvernement et peuple, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour son soutien continu à la lutte du peuple sahraoui dans différents domaines pour faire face à l'agression expansionniste marocaine, indique le communiqué final de la réunion du bureau.

Présidée par Brahim Ghali, président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, la réunion a porté sur la

rencontre de M. Ghali et le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en présence des délégations des deux pays, qui a coïncidé avec «la réunion du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental et sur la portée de la solidarité de l'alliance stratégique entre les deux pays». Le document a réitéré «la reconnaissance du peuple sahraoui envers la République algérienne, gouvernement et peuple, sous la direction du président Abdelmadjid Tebboune, pour son soutien au peuple sahraoui dans différents domaines, pour faire face à l'agression expansionniste marocaine, conformément à l'engagement de l'Algérie

à soutenir la lutte des peuples pour l'exercice de leurs droits à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes de la Révolution de novembre, et aux dispositions de la Charte des Nations unies et de l'Acte constitutif de l'Union africaine».

Concernant la Conférence arabe de solidarité avec le peuple sahraoui récemment organisée dans les camps de réfugiés, le Bureau a exprimé «la reconnaissance du peuple sahraoui pour la solidarité arabe partisane et populaire qui fait face aux parties arabes officielles impliquées dans l'agression contre le peuple de la

République sahraouie, aux côtés du régime marocain expansionniste».

Dans le même contexte, la réunion a salué «les éléments de l'Armée populaire de libération sahraouie qui prouvent chaque jour leur courage et leur détermination à poursuivre la guerre de libération pour le recouvrement de la souveraineté nationale sur l'ensemble du territoire de la République sahraouie». Le document a également salué «la résistance des héros de l'Intifada qui font face à l'occupant marocain depuis l'intérieur de ses prisons et tout au long des territoires occupés».

R. M.

Agriculture et énergies renouvelables

Des opérateurs polonais intéressés par l'investissement en Algérie

■ Plusieurs investisseurs polonais ont affiché leur intérêt concernant l'investissement dans divers secteurs en Algérie, notamment l'Agriculture, l'agroalimentaire et les Energies renouvelables, et ce, après avoir pris connaissance de l'évolution du climat d'affaires en Algérie au cours des dernières années.



Par Salima K.

Les investisseurs polonais s'exprimaient lors d'une rencontre de travail entre l'Agence algérienne de promotion de l'investis-

sement (AAPI) et une délégation d'hommes d'affaires polonais, présidée par le directeur général de l'Agence, Omar Rekkache, en présence du directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au

ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rabah Fassih, et de la chargée des Affaires économiques à l'ambassade de Pologne en Algérie, M^{me} Ewa Niemier-Pawlowska.

La délégation polonaise était composée de représentants d'une vingtaine de sociétés, spécialisées principalement dans les secteurs de l'Agriculture, de l'industrie agroalimentaire et des Energies renouvelables.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Rekkache a affirmé que cette rencontre constituait une occasion pour mettre en avant les opportunités d'investissement disponibles en Algérie, ainsi que pour l'examen des moyens de concrétisation des projets communs entre les investisseurs polonais et leurs homologues algériens. A cet égard, le DG a relevé que l'Algérie «offre de grands avantages concurrentiels, notamment pour les coûts des éléments de la production (énergie et main-d'œuvre), outre sa situation géographique l'écrasant en portail du marché africain et même européen».

Ces avantages ont permis à l'AAPI d'enregistrer depuis le 1^{er} novembre 2022 (date du début de son activité) et jusqu'à la fin du mois de mars 2024, 118 projets d'investissement liés à des

étrangers, a ajouté M. Rekkache, qui a fait savoir que des sociétés polonaises avaient affiché une volonté de réaliser «d'importants investissements» en Algérie.

De son côté, M. Fassih a mis en avant les relations politiques «solides» liant l'Algérie et la Pologne, soulignant l'importance de promouvoir les relations économiques entre les deux pays, notamment après les réformes qu'a effectuées l'Algérie pour améliorer le climat d'affaires.

M^{me} Pawlowska a, pour sa part, affirmé que des efforts étaient en cours pour relancer des investissements polonais en Algérie, notamment dans les domaines de l'agriculture, des produits alimentaires, de l'emballage et des énergies renouvelables (EnR), affirmant la disponibilité des entreprises polonaises pour contribuer à l'augmentation des exportations de l'Algérie, en particulier vers les pays africains.

Par ailleurs, elle a souligné que la Pologne sera présente au Salon professionnel de la production agroalimentaire (DJAZAGRO), au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, mais aussi au Salon international de l'investissement africain dans la wilaya d'El Oued, prévus du 22 au 25 avril.

Le représentant de l'Agence polonaise d'investissement et de commerce, Maciej Klosak, a, à son tour expliqué que l'importance accordée par l'Algérie au développement des secteurs de l'Agriculture et des EnR a suscité l'intérêt d'entreprises polonaises actives dans la production des machines agricoles, d'engrais et de panneaux solaires.

La rencontre a permis à des cadres de l'AAPI d'échanger avec la délégation polonaise et de lui fournir des explications sur le système incitatif d'investissement, le rôle de l'Agence dans l'accompagnement des investisseurs, les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat aux fins de réalisation de projets d'investissement, et les facilitations apportées par la plateforme numérique de l'Investisseur.

Farid M.

S. K.

Entrepreneuriat

Le programme de l'économie sociale et solidaire vise à améliorer l'employabilité des jeunes

Les participants à une journée d'information sur le programme de l'économie sociale et solidaire au service d'une inclusion économique durable, organisée dimanche à Khenchela au profit des jeunes entrepreneurs, ont indiqué que ce programme «vise à améliorer l'employabilité des jeunes et la création de richesse». Le coordinateur local du programme, Mahieddine Djebar, a précisé, en marge de la rencontre organisée par la Direction de wilaya de l'emploi en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), que cela se concrétise à travers la mise en place d'un système adéquat pour le développement économique, social et solidaire

contribuant au soutien du processus de concrétisation de projets dans ce domaine et l'inclusion économique durable pour les entrepreneurs et entrepreneures. A cette occasion, il a ajouté que cette journée d'information, organisée à l'Office des établissements de jeunes (Odej) au chef-lieu de wilaya, intervient pour informer les autorités locales et les acteurs de la société civile, dont les associations et porteurs de projets parmi les jeunes de la wilaya de Khenchela, sur les activités incluses dans le cadre de ce programme et comment y adhérer. Il a précisé que la rencontre a été mise à profit pour faire connaître le système de l'économie sociale et solidaire en Algérie, le rôle des

instances concernées localement et les méthodes de concertation et de collaboration à adopter pour relancer le dynamisme économique, social et solidaire à l'échelle locale. Dans ce cadre, il a indiqué que le programme cible à titre prioritaire les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture, le patrimoine, l'artisanat, la collecte et le recyclage des déchets, ajoutant que la validation des projets des jeunes et des femmes prendra en considération l'évaluation des projets innovants, notamment ceux contenant ou portant des solutions numériques. M. Djebar a indiqué que pour sélectionner des projets de l'économie sociale et solidaire, il est obligatoire que ces projets soient menés

par des jeunes ou femmes qui emploieront la même catégorie pour une durée de réalisation fixée entre 6 et 12 mois avec un budget oscillant entre 2,2 millions DA et 3 millions DA.

Ce programme a été lancé à Alger le 29 janvier dernier, et ce, dans le cadre de la convention de coopération entre le ministère du Travail, de l'emploi et de la Sécurité sociale et l'Union européenne, a-t-on rappelé.

Le PNUD supervise la concrétisation de ce programme dans 12 wilayas du pays, à savoir Timimoune, El Bayadh, Meniaâ, Béni Abbès, Bouira, Tizi Ouzou, Boumerdès, Médéa, Batna, Khenchela, Oum El Bouaghi et M'sila, a-t-on noté.

Concours Africa Sipsa Innov Award

Lancement de la 4^e édition samedi prochain

La 4^e édition du concours de l'innovation dans l'agriculture en Afrique «Africa Sipsa Innov Award» sera lancée samedi prochain, a annoncé dans un communiqué le cercle de réflexion de l'incubateur Filaha Innov (GRFI), organisateur de l'évènement.

Ce concours est destiné aux porteurs d'idées et de projets innovants africains dans les différents domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la pêche et de l'aquaculture, précise la même source, ajoutant que le trophée de cette édition est baptisé «Trophée Sid

Ahmed Ferroukhi», en hommage à l'ancien ministre de l'Agriculture, décédé en juin 2022.

A travers cette compétition africaine, les organisateurs visent à «contribuer à la mise en place d'un écosystème favorable à l'éclosion du génie créa-

tif de la jeunesse, à la promotion et au développement de startup et de micro-entreprises pérennes et prospères, soutenues par des dispositifs réglementaire et financier évolutifs, souples et dynamiques mis en place par l'Etat», selon le communiqué. Le concours offrira

également «un espace privilégié à une jeunesse débordante de créativité pour valoriser ses connaissances scientifiques et le savoir-faire ancestral de notre paysannerie, par l'intégration notamment d'outils technologiques des temps nouveaux».

N. T.

Festival international «Imedghassen» du cinéma

Une édition consacrée au court métrage

■ À l'instar des 25 artistes algériens qui prennent part à la quatrième édition du Festival international «Imedghassen» du cinéma, le public découvrira des œuvres et des artistes venus d'Espagne, Iran, Soudan, Chypre, Turquie, Liban, Tunisie, Syrie, Jordanie, Argentine, Irlande, Canada, Egypte et Russie.

Par Abla Selles

Prévue du 11 au 15 mai prochain à Batna, cette manifestation internationale sera consacrée aux courts métrages de fiction, selon un communiqué publié dimanche par les organisateurs. Un jury composé de trois grands noms du cinéma international a été choisi pour cette édition, à savoir le réalisateur hollywoodien Todor Chapkanov (président), l'acteur iranien Mostafa Zamani et le grand cinéaste algérien Tahar Boukella.

La cérémonie d'ouverture du festival, organisé par la coopérative culturelle «El-Lemsa» en coordination avec l'association «Thaziri» pour la culture et les arts, aura lieu dans la salle de spectacles du théâtre régional Salah-Lembarkia de Batna, précise le document.

Selon le même communiqué, vingt et un courts métrages de fiction seront projetés durant les trois jours de cette manifestation filmique à la cinémathèque de Batna, au centre-ville, dans le cadre d'un concours doté de huit prix, en plus de la projection de films palestiniens en solidarité avec le peuple de Palestine, et ce, lors de la présentation de longs métrages programmés hors compétition.



Le communiqué des organisateurs ajoute que trois ateliers de formation, dédiés aux métiers du cinéma (écriture de scénarii, réalisation, jeu d'acteur), seront organisés au profit des jeunes amateurs du 7^e art.

Des invitations ont été adressées à des invités d'honneur d'Iran, de Serbie, de Bulgarie, pour assister à cette 4^e édition du festival qui mettra à l'honneur d'illustres noms du cinéma algé-

rien, lit-on également dans le communiqué. La même source précise que cet événement donnera lieu, grâce à la collaboration du Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel, à des projections de films dans les villes de Merouana, Timgad et El Madher.

Des visites de découverte seront aussi organisées à l'intention des participants et des invités du festival dans plusieurs

sites archéologiques et touristiques de la wilaya, tels que le mausolée royal numide Imedghassen, situé dans la commune de Boumia.

Il est à noter que Festival international «Imedghassen» du cinéma attire depuis sa création un grand nombre des passionnés du 7^e art et enregistre la participation d'artistes de différents horizons.

A. S.

Sise au Centre commercial Garden City de Ouled Fayet

Inauguration d'une nouvelle salle de cinéma à Alger

Une nouvelle salle de cinéma, dotée de moyens techniques et d'équipements numériques de dernière génération, a été inaugurée, dimanche à Alger, en présence de hauts responsables du ministère de la Culture et des Arts et de professionnels du 7^e art en Algérie. Ouverte au 3^e étage du Centre commercial «Garden City», sis dans la localité de Ouled Fayet à Dely Ibrahim, cette nouvelle salle vient s'ajouter aux trois autres espaces de projection déjà opérationnels du «Complexe cinématographique TMV (Trending Music and Vidéo)». Ce nouvel espace dédié au 7^e art a été inauguré en présence du secrétaire général du département de la Culture, Sid Ali Sebaa, représentant de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, du Fondateur du groupe TMV production et exploitation, Liès Ait Aoudia, ainsi que de responsables d'institutions cinématographiques

sous tutelle. Le Complexe TMV surplombe le Centre commercial «Garden City», un bâtiment emblématique qui rappelle des «images et des scènes de vie bien connues de la Casbah d'Alger», une idée de l'architecte-concepteur algérien Tarik-Bey Ramdane, Prix national d'architecture du président de la République en 2021. Le représentant de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a mis en exergue «l'intérêt porté par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'égard du cinéma, de l'industrie du cinéma et des professionnels du 7^e art, encourageant l'investissement dans ce domaine, appelé à défendre, sauvegarder et promouvoir l'histoire glorieuse de l'Algérie et sa richesse culturelle». Sid Ali Sebaa a également rappelé que la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, «a toujours veillé à l'accompagnement et au soutien de tous les projets

cinématographiques à l'échelle nationale, mettant à la disposition des investisseurs dans ce domaine, notamment tous les moyens nécessaires».

En plus de deux espaces de projection d'une capacité d'accueil de 240 et 80 places, et d'une salle destinée aux projections privées de 12 places, ce complexe haut de gamme, empreint de modernité, s'est agrandi avec «la salle de cinéma N° 1», dotée d'un écran de 15 m², de son «Dolby 7.1», d'une projection laser et de 60 places, dont quatre pour PMR (personnes à mobilité réduite).

Une démonstration sur grand écran a été exécutée à travers la projection d'un court documentaire sur l'ouverture au public, en août 2023, du Complexe cinématographique TMV, suivie d'une petite rétrospective sur le cinéma et les téléfilms algériens, pour conclure en beauté avec quelques extraits rappelant le génie créatif du réalisateur

Mounès Khemmar, présent à cette cérémonie inaugurale avec, entre autres professionnels du 7^e art, le producteur Amer Behloul.

«Notre ambition est de soutenir la distribution et la production audiovisuelle dans ses contenus locaux», a notamment déclaré le directeur des lieux, fondateur du groupe TMV production et exploitation, Liès Ait Aoudia.

Les premiers responsables d'institutions sous tutelle, en l'occurrence, les directeurs du Développement et de la Promotion des arts, Bezia Cheddad, du Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (CNCA), Mourad Chouih et du Centre algérien du développement du cinéma (CADC), Zineddine Arkab, ont, pour leur part, été unanimes pour considérer que «les salles obscures comptent parmi les plus importants maillons de la chaîne de l'industrie cinématographique».

L. M.

Festival national du théâtre universitaire à Sidi Bel-Abbès

Une affluence remarquable du public

Les représentations théâtrales programmées dans le cadre de la 14^e édition du Festival national du théâtre universitaire «Mahieddine-Bouzdid» se poursuivent à Sidi Bel-Abbès, drainant une affluence remarquable du public qui se rend nombreux au théâtre régional de la ville. Cette manifestation culturelle, en cours d'organisation du 17 au 23 avril courant, enregistre la participation de dix troupes théâtrales d'universités du pays, avec trois représentations prévues chaque soirée au théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, qui enregistre une affluence record d'étudiants et autres. Selon le vice-recteur chargé des activités scientifiques, culturelles et sportives du rectorat de Sidi Bel-Abbès, Rezkane Mohamed Fouad, les pièces présentées ont connu une affluence du public avide de 4^e art, à tel point que le théâtre régional affiche complet une heure avant la représentation.

Pour sa part, le recteur de l'université «Djillali-Liabès» de Sidi Bel-Abbès, Bouziani Merahi, a fait remarquer que différentes représentations théâtrales véhiculant des messages objectifs sont très ovationnées par le public.

Les représentations théâtrales sont suivies de débats encadrés et animés par des universitaires et des chercheurs, dont la plupart sont unanimes sur l'amélioration des interprétations des étudiants et le niveau général des représentations portant des messages objectifs, a indiqué le commissaire adjoint du festival, Dine Hennani, signalant que le comité de débat a veillé à donner des recommandations aux étudiants pour améliorer la qualité dans différents aspects, à l'instar de l'écriture du texte théâtral, l'emploi de la musique, la scénographie et autres.

Outre les représentations théâtrales, des ateliers de formation sont organisés, abordant la situation du théâtre universitaire, sa nature, ses objectifs, le choix des textes et les usages du théâtre universitaire par les étudiants et le contenu dans les théâtres universitaires. Cette manifestation aboutira à la sélection des meilleures performances participantes, du meilleur spectacle intégré, de la meilleure interprétation féminine et masculine, de la meilleure utilisation de la musique, du meilleur scénario et de la meilleure scénographie.

M. K.



Corée du Nord

Pyongyang tire une salve de missiles balistiques à courte portée, selon Séoul

■ La Corée du Nord a tiré une salve de missiles balistiques à courte portée vers la mer du Japon, a déclaré, hier, l'armée sud-coréenne, le dernier d'une série de tests effectués par Pyongyang depuis le début de l'année.

Par Rosa C.

Ce lancement intervient après que la Russie, alliée de Pyongyang, a suspendu le mois dernier la surveillance des sanctions de l'ONU à l'encontre du pays doté de l'arme nucléaire.

L'armée sud-coréenne a déclaré hier avoir détecté le lancement de «plusieurs missiles balistiques à courte portée» depuis la région de Pyongyang.

Ces missiles ont parcouru environ 300 kilomètres avant de s'écraser dans les eaux à l'est de

la péninsule coréenne.

«Ce tir de missile est une provocation flagrante qui menace la paix et la stabilité de la péninsule coréenne», a déclaré l'état-major interarmées de la Corée du Sud, soulignant que l'armée se tenait «totalement prête» face à cette menace.

Tokyo a également confirmé le lancement. Le porte-parole du gouvernement japonais, Yoshimasa Hayashi, a précisé que l'un des missiles avait atteint une altitude maximale de 50 kilomètres et avait atterri en dehors

de la zone économique exclusive (ZEE) du pays. Ce lancement intervient après la dissolution du système de surveillance des sanctions de l'ONU contre la Corée du Nord et son programme nucléaire, du fait d'un veto de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU. La Russie a mis en mars son veto à un projet de résolution prolongeant d'un an le mandat du comité d'experts chargé de surveiller ces sanctions. Pyongyang fait l'objet depuis 2006 d'une série de sanctions de l'ONU qui ont été renforcées plusieurs fois par la suite, mais a néanmoins poursuivi le développement de ses programmes nucléaires et d'armement.

Ce tir est le deuxième en moins d'une semaine par Pyongyang.

La Corée du Nord a annoncé avoir procédé vendredi à l'essai d'une ogive de «très grande taille» conçue pour un missile de croisière stratégique. Contrairement aux tirs de missiles balistiques, les essais de missiles de croisière ne sont pas interdits par les sanctions actuelles des Nations unies à l'encontre de la Corée du Nord. Les missiles de croisière sont généralement propulsés par des réacteurs et volent à une altitude plus basse que les missiles balistiques plus sophistiqués, ce qui les rend plus difficiles à détecter et à intercepter.

La Corée du Nord pourrait tester des missiles de croisière avant de les envoyer à la Russie pour qu'ils soient utilisés pour sa



guerre en Ukraine, ont averti des analystes. Selon Hong Min, analyste à l'Institut coréen pour l'unification nationale, les récents tirs de Pyongyang indiquent que la Corée du Nord tente de développer ses capacités techniques.

«Le lancement d'aujourd'hui semble également être une partie de son programme de développement d'armes qui nécessite des tests», a-t-il déclaré à l'AFP.

Washington et Séoul affirment que le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a expédié des armes à Moscou, ce qui tomberait sous les sanctions des Nations unies.

Pyongyang a envoyé environ 7 000 conteneurs d'armes à Moscou en vue de leur utilisation en Ukraine, selon les autorités sud-coréennes. La Corée du Nord a récemment renforcé ses liens de défense avec la Russie, son allié traditionnel.

Le pays reclus a également

intensifié ses essais de tirs, affirmant au début du mois d'avril avoir testé un nouveau missile hypersonique à carburant solide de moyenne à longue portée.

Depuis le début de l'année, le pays a qualifié la Corée du Sud de «principal ennemi», fermé les agences consacrées à la réunification et au dialogue inter-coréen et menacé d'entrer en guerre pour toute violation de son territoire «ne serait-ce que de 0,001 millimètre».

L'année dernière, le pays avait procédé à un nombre record d'essais de missiles.

En 2022, Pyongyang avait déclaré son statut de puissance nucléaire «irréversible».

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken, qui était à Séoul le mois dernier, sera de retour dans la région cette semaine pour sa deuxième visite en moins d'un an en Chine.

Guerre en Ukraine

Kiev s'attend à une détérioration sur le front vers la mi-mai

La situation sur le front ukrainien va empirer autour de la mi-mai et début juin, qui sera une «période difficile», a prévenu hier le chef du renseignement militaire ukrainien, Kyrylo Boudanov, sur fond de craintes d'une nouvelle offensive russe.

La Russie, qui est à l'initiative depuis l'automne 2023, a revendiqué hier la conquête d'un village de l'Est ukrainien situé non loin de Vouledgar, localité à la jonction des fronts Est et Sud, dont elle cherche à s'emparer depuis deux ans.

«N'allons pas trop dans les détails, mais il y aura une période difficile, à la mi-mai et début juin», a prévenu M. Boudanov, interrogé sur l'état du front, dans une interview au service ukrainien de la BBC.

L'armée russe «mène une opération complexe», a-t-il dit.

«Nous pensons qu'une situa-

tion plutôt difficile nous attend dans un futur proche. Mais il faut comprendre que ce ne sera pas catastrophique», a estimé Kyrylo Boudanov.

«Armageddon ne se produira pas, contrairement à ce que beaucoup disent en ce moment. Mais il y aura des problèmes à partir de la mi-mai», a-t-il ajouté.

L'armée ukrainienne traverse une période délicate, confrontée à une pénurie de nouvelles recrues et de munitions en raison de retards importants de livraisons d'aide occidentale, notamment américaine.

En face, les troupes russes, bien plus nombreuses et mieux armées, ne cessent de pousser à l'Est et revendiquent régulièrement la prise de petits villages dans le Donbass.

En février, Moscou s'est emparé d'Avdiïvka, une ville fortifiée, et vise désormais la cité stratégique de Tchassiv Iar.

Cette cité, perchée sur une hauteur, s'étend à moins de 30 kilomètres au sud-est de Kramatorsk, la principale ville de la région sous contrôle ukrainien, qui est un important nœud ferroviaire et logistique pour l'armée ukrainienne.

Hier, le ministre russe de la Défense a affirmé avoir «libéré» Novomykhailivka, à une trentaine de kilomètres de Donetsk.

Ce village est proche de Vouledgar, une cité minière à la jonction des fronts Sud et Est. Début 2023, l'Ukraine était parvenue à y repousser un assaut de l'armée russe, infligeant des pertes humaines importantes.

Kiev craint une offensive estivale russe encore plus puissante. Fin mars, le commandant des forces terrestres ukrainiennes, Oleksandre Pavliouk, avait jugé «possible» un tel scénario, impliquant un groupe de 100 000 soldats russes.



Commentaire

Activistes

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis plusieurs mois déjà, l'administration Biden doit marcher sur une fine ligne concernant le conflit au Proche-Orient. Car si la Maison-Blanche a toujours été, quel que soit le parti au pouvoir, le plus proche allié d'Israël, depuis quelques années, une partie de la base militante démocrate se positionne clairement en faveur du peuple palestinien et n'hésite pas à critiquer et même dénoncer l'alliance des États-Unis avec l'État hébreu. Or, le président-candidat, accablé par des sondages défavorables et des débats interminables concernant sa santé mentale, a désespérément besoin de cet électorat pour espérer remporter un second mandat. Mais la situation autour du Proche-Orient n'en finit plus de se crisper aux États-Unis, notamment sur les campus universitaires où les soutiens au peuple palestinien sont très actifs, virulents et parfois même violents, mettant l'exécutif américain dans la gêne, car ces groupuscules font partie de sa base électorale. À la veille de la Pâque juive, le président américain a tout de même tenu à condamner un «antisémitisme dangereux», alors que des étudiants de l'université new-yorkaise Columbia ont réclamé que l'établissement boicotte toute activité en lien avec Israël. «Ces derniers jours, nous avons été témoins de harcèlement et d'appels à la violence contre des juifs», a déclaré Joe Biden dans un communiqué. «Cet antisémitisme flagrant est répréhensible et dangereux, et il n'a absolument pas sa place sur les campus universitaires, ni nulle part dans notre pays», a-t-il poursuivi. Protestant contre la guerre menée par Israël à Gaza, des étudiants pro-palestiniens de l'université new-yorkaise Columbia, qui a un programme d'échanges avec Tel Aviv, réclament que l'établissement boicotte toute activité en lien avec Israël. Une centaine d'entre eux, qui avaient lancé une occupation des pelouses du campus, ont été interpellés jeudi par la police. Selon le journal étudiant *Columbia Spectator*, «un groupe d'une dizaine de contre-manifestants pro-israéliens a été confronté à des cas d'antisémitisme» sur le campus samedi soir, «d'après des entretiens avec des étudiants et des vidéos». Un rabbin lié à une organisation d'étudiants juifs orthodoxes de Columbia, Elie Buechler, a «fortement» conseillé aux étudiants juifs de rentrer chez eux dimanche, a rapporté CNN. Les récents événements «ont clairement montré que la sécurité publique de l'université de Columbia et la police de New York ne peuvent pas garantir la sécurité des étudiants juifs», a écrit Elie Buechler dans un message adressé à environ 300 étudiants, selon la chaîne. Hillel, une autre organisation juive de Columbia, a de son côté déclaré sur X que les étudiants juifs ne devraient pas quitter le campus mais que l'université devait «faire plus pour assurer la sécurité de nos étudiants». Depuis le début du conflit entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas, les campus américains ont été le théâtre de tensions et des voix se sont élevées pour dénoncer une montée de l'antisémitisme. Les rsépublicains se sont emparés du sujet et après une audition houleuse au Congrès, la présidente de l'université de Pennsylvanie, Elizabeth Magill, puis son homologue d'Harvard, Claudine Gay, ont démissionné, respectivement en décembre et en janvier. Reste à voir comment évoluera la situation au cours des prochains mois et si les activistes progressistes, qui votent habituellement pour les démocrates, se déplaceront en novembre prochain pour faire réécrire Biden, malgré le soutien de ce dernier à l'État hébreu, ou s'ils seront prêts à boycotter la présidentielle, quitte à prendre le risque de faire élire Donald Trump, pour forcer les têtes pensantes du Parti démocrate à changer leur politique au Proche-Orient.

F. M.



Demi-finale de la Coupe d'Algérie de football/MCA-CSC aujourd'hui au stade Miloud-Hadefi

Que le meilleur gagne

■ *Le Mouloudia d'Alger et le CS Constantine se rencontrent aujourd'hui à huis clos au stade Miloud-Hadefi d'Oran, pour le compte de la première demi-finale de Coupe d'Algérie de football, dans une empoignade qui promet du suspense et de l'adversité.*



Mouloudiens et Constantinois décidés

Par Mahfoud M.

Il faut savoir que la programmation de ce match à huis clos est due aux antécédents qui ont eu lieu entre les galeries des deux clubs.

L'actuel leader du championnat national de Ligue 1, bien parti

pour remporter le titre, tentera de décrocher le billet qualificatif à la finale pour essayer de décrocher le doublé, surtout que cette opportunité ne se renouvellera

pas souvent.

Le «Doyen» connaîtra le retour de son maître à jouer, Youcef Belaïli, dont la sanction a été purgée.

Ce sera un grand atout pour le groupe de Beaumelle qui compte énormément sur lui pour animer le flanc offensif. Toutefois, il ne sera pas le seul atout, puisque le coach comptera aussi sur Bayazid et Romaric auteur d'un excellent match lors de la dernière journée du championnat.

Les Verts et Rouge ne comptent pas se laisser faire et se donneront à fond pour créer la sensation et atteindre la finale, même si leur mission ne sera pas de tout repos face à une bonne équipe du CSC qui est à la seconde place du championnat et traverse une période faste. Interrogé sur ce match face au CSC, l'attaquant Bayazid avouera qu'il s'agit d'une rencontre difficile, mais que son équipe est décidée à aller chercher la qualification pour la finale.

«Cela se jouera sur des détails, mais une chose est sûre, on fera tout pour aller en finale», dira l'ancien baroudeur de l'USMK.

De son côté, le CSC ne compte pas lâcher prise et fera tout son possible pour se qualifier en finale. Auteur d'un parcours très honorable en championnat et avec le spécialiste de la Coupe Amrani à la baguette, la

formation constantinoise se présente aussi comme un candidat sérieux pour le sacre final.

L'équipe de l'antique Cirta se présentera sans son solide défenseur Baouche, qui souffre d'une blessure musculaire ressentie lors de l'échauffement avant le match face à l'USMK.

Le plus important est que le match se joue dans la fair-play le plus total entre les joueurs et que la victorie revienne au meilleur sur le terrain. **M. M.**

Espagne

Le Real Madrid remporte le Clasico contre le FC Barcelone

Le Real Madrid a remporté dimanche le Clasico contre son grand rival le FC Barcelone (3-2) et se rapproche d'un 36^e titre de champion d'Espagne.

L'Anglais Jude Bellingham a surgi à la 91^e minute pour offrir une avance de 11 points quasi-décisive aux Merengues, en tête de la Liga sur leur dauphin barcelonais, au terme d'un match fou où ils sont revenus deux fois au score.

USMA-Berkane

La CAF tergiverse encore

La Confédération africaine de football continue à tergiverser dans l'affaire de la demi-finale aller qui devait opposer l'USM Alger à la formation marocaine de RS Berkane, annulée après le refus des Marocains de jouer sans leurs maillots controversés, saisis à l'aéroport Houari-Boumediène par les Douanes algériennes. En effet, au lieu de veiller à l'appli-

cation stricte de la réglementation et donc accorder le gain du match aux Usmistes en raison de cette violation de la loi quant à l'interdiction de mettre des messages à connotation politique ou ethnique, celle-ci s'est contentée d'un message laconique où elle s'excuse auprès de ses sponsors et partenaires TV ainsi que les supporters pour les désagréments causés par

l'annulation de la rencontre. L'instance africaine a révélé, en outre, que l'affaire sera portée devant les instances compétentes. Cela prouve, si besoin est, que rien ne changera à la CAF qui reste encore gangrenée par les magouilles et autre corruption, puisque son patron est connu pour être une personne qui ne fonctionne que par intérêt, actuellement du côté de

Rabat. La FAF, elle, ne compte pas se taire et continuera à se battre pour faire entendre sa voix, surtout que l'Algérie ne badine pas les questions liées à la souveraineté du pays. Ainsi, la structure algérienne devra saisir le Tribunal arbitral sportif basé à Lausanne, au cas où la CAF ne réhabilite pas les Usmistes dans cette affaire. **M. M.**

Pays-Bas

Ramiz Zerrouki remporte la coupe

Le milieu international algérien Ramiz Zerrouki a remporté le premier trophée de sa carrière en s'adjugeant avec ses coéquipiers de Feyenoord, la coupe des Pays-

Bas. Le club de Rotterdam a battu dans son stade le NEC Breda sur le score de 1-0, avec un but signé Igor Païaxoa à la 59^e minute de jeu.

Zerrouki était titulaire pour la

première fois dans la compétition et a été l'auteur d'un bon match avec beaucoup de duels gagnés au milieu, des tacles bien exécutés et deux frappes au but. Le joueur âgé de 25 ans qui

a rejoint Feyenoord cette saison et découvert la Champions League réalise une saison plus ou moins satisfaisante avec tout de même un peu moins de présence en championnat.

Tournoi international ITF de tennis juniors

Coup d'envoi de la 15^e édition à Tlemcen

La 15^e édition du tournoi international de tennis ITF juniors (garçons et filles) a débuté dimanche soir aux courts du Complexe de tennis «Chahid Sabeur-Abdelkader» de la commune de Mansourah (Tlemcen), avec la participation de 62 athlètes représentant 21 pays. La

cérémonie d'ouverture de cette manifestation sportive, organisée par la Ligue de wilaya de tennis en collaboration avec le club de tennis «Zianides» de Tlemcen, a été marquée par la présence des autorités de wilaya, du président de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Nabil Cheriak, du

président du comité d'organisation, vice-président de l'Union africaine de tennis, Mohamed Bessaad et des personnalités sportives. A l'occasion, des activités culturelles ont été animées par des troupes musicales et folkloriques locales, mettant en relief le legs culturel de Tlemcen. Ce tour-

noi enregistre la participation de tenniswomen et tennismen d'Algérie, Tunisie, Egypte, Pologne, France, Espagne, Italie, USA, Turquie, Chine, Belgique, Botswana, Bulgarie, République Tchèque, Ghana, Maroc, Mozambique, Nigeria, Autriche, Chypre et Madagascar. Les com-

pétitions se déroulent en individuels et en double, selon le directeur du tournoi, Bessaad Abdelkader. Toutes les conditions sont réunies pour garantir le succès de cette manifestation qui s'étalera jusqu'au 27 avril et enregistre la présence de 18 joueurs algériens (9 garçons et 9 filles).

Tamanrasset

Saisie de 70 tonnes de farine destinées à la contrebande

Les agents de la brigade mobile relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes d'In-Guezzam, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et les gardes-frontières, ont déjoué une tentative de contrebande de 70 tonnes de farine, a-t-on appris, hier, de la cellule de communication de la Direction régionale des douanes à Tamanrasset.

Il s'agit de 2 800 sacs de farine

de 25 kg chacun (70 000 kg) qui ont été saisis à bord de deux camions utilisés lors de cette tentative d'exportation frauduleuse, a-t-on précisé.

L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus des services compétents pour lutter contre la contrebande sous toutes ses formes, notamment celle liée aux produits subventionnés et de large consommation, a souligné la même source.

Saïd F.

65^e anniversaire de la mort au champ d'honneur des colonels Amirouche et Si L'Houes

La Fondation Amirouche concocte un programme riche et varié

LA FONDATION Amirouche va commémorer durant deux jours le 65^e anniversaire de la mort au champ d'honneur des colonels Amirouche Ait Hamouda et Si L'Houes. Des conférences, des inaugurations et des témoignages, seront au programme de cette commémoration prévue demain et après-demain à Tizi Ouzou et Iboudrarène. Le coup d'envoi de ce programme sera donné demain au musée régional du Moudjahid de M'douha (Tizi Ouzou) par une conférence intitulée «Amirouche et la Wilaya 3 historique», animée par le chercheur en histoire Malek Ait Hamouda. Pour la journée de jeudi il est programmé l'inauguration d'une stèle érigée à la mémoire de tous les martyrs du

village Tassaft Ouguemoune, suivie d'un recueillement au niveau de la stèle dédiée à Amirouche Ait Hamouda au lieu-dit «Atranche», toujours dans la commune d'Iboudrarène. Jeudi après-midi à la salle 3C de Timizart Loghbar, dans la commune de Tizi Ouzou, après la waada, les organisateurs ont prévu des prises de parole et des chants patriotiques. Il est à rappeler que les deux martyrs sont morts les armes à la main un certain 29 mars 1959 à Djebel Thameur à Ain El Melh dans la wilaya de M'sila, au cours d'une embuscade tendue par l'armée française alors qu'ils se rendaient à une mission en Tunisie.

Hamid M.

Oran

Ablation d'un fibrome utérin pesant près de 5 kg

LE STAFF MÉDICAL et paramédical de l'Etablissement hospitalier public spécialisé en gynécologie obstétrique «Haï Sanaoubar» à Oran a réussi, lors d'une opération délicate, à extraire un fibrome utérin pesant près de 5 kg, a-t-on appris, hier, de cet établissement de santé.

L'équipe médicale et paramédicale, sous la direction du D^r Bouazza Karachi Amina, spécialiste en gynécologie obstétrique, et D^r Abdelaoui Ahmed, spécialiste en chirurgie générale, a pu extraire un fibrome pesant plus de 4,6 kg de l'utérus d'une femme de 48

ans, a expliqué la même source.

La patiente souffrait depuis des années de fortes douleurs et de son incapacité à exercer normalement ses activités, conséquences de ce fibrome qui a été extrait, a ajouté la même source.

L'intervention s'est déroulée dans de bonnes conditions et avec succès, grâce à la compétence du personnel médical et paramédical de l'établissement, et la patiente se porte bien et se trouve en convalescence, a-t-on souligné de même source.

K. L.

Tizi-Ouzou

Arrêt du téléphérique pour maintenance

L'Entreprise de transport algérien par câble (ETAC) a annoncé, hier dans un communiqué, l'arrêt momentané de l'exploitation de la télécabine de la wilaya de Tizi-Ouzou. Cet arrêt intervient suite à «une anomalie technique détectée lors des contrôles préventifs journaliers, le samedi 20 avril 2024 aux alentours de 5h45 du matin, soit avant son ouvertu-

re au public, suscitant une réaction immédiate des équipes de maintenance», explique la même source. Ainsi, poursuit la même source, «après un diagnostic minutieux par les techniciens de l'ETAC, il a été impératif d'interrompre l'exploitation de l'installation par mesure de sécurité», ajoutant que «des travaux de maintenance sont actuellement en cours, tandis que les compo-



Loumis

Djalou@hotmail.com

Sécurité routière à Béjaïa

Plus de 3 000 amendes forfaitaires dressées le mois dernier

■ Les unités de la sécurité publique relevant de la Sûreté de wilaya ont dressé un total de 3 013 amendes forfaitaires durant le mois de mars écoulé.

Par H. Cherfa

Selon la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, «179 amendes ont été infligées aux conducteurs de motos pour non-respect du port de casque de sécurité, absence de papiers d'identité des motos et manœuvres dangereuses». Selon la même source, «264 délits routiers ont également été recensés durant la même période, dont 174 commis par les conducteurs des deux roues». Les unités de la Sûreté de wilaya ont également contrôlé 9 382 véhicules dans le cadre de leurs activités, dont 1 046 motos. Ces contrôles ont abouti à la mise en fourrière de 351

motos et 7 véhicules, alors que 16 opérations de surveillance par radar ont été réalisées durant la même période. En outre, 21 accidents de la route ont été enregistrés, occasionnant le décès de 2 personnes et en blessant 27. Par ailleurs, les services de la Sûreté de wilaya ont reçu 19 220 communications téléphoniques sur les numéros verts et de secours 104, 15-48 et 17 durant le mois de mars dernier. Selon le bilan de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, «2 375 appels téléphoniques de dénonciation d'atteintes aux biens publics et privés ainsi qu'aux personnes ont été reçus le mois de mars dernier». Et d'ajouter : «8 194 demandes d'information, d'orientation, 124 appels signalant des accidents de la route et 4 autres pour alerter la police sur des disparitions de personnes ont également été enregistrés durant la même période». De plus, 8 523 communications liées à diverses affaires ont été recensées durant le même mois. Concernant la Police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement (PUPE), 12 actions ont été menées durant la même période sur des dépassements, tels que la construction illicite de bâtisses dont les

dossiers ont été transmis à la justice. La PUPE est également intervenue pour stopper la réalisation d'un parking illicite avec transfert de l'affaire à la justice. En outre, elle effectué 107 autres interventions dans le cadre de la lutte contre le commerce informel qui se sont soldées par la saisie d'importantes quantités de fruits, légumes, viandes et autres produits alimentaires. Ces affaires ont également été transmises à la justice. Il ressort du bilan de la PUPE que 20 autres actions d'abandon d'ordures ménagères et déchets divers ont été menées, à l'issue desquelles 8 affaires ont été portées devant la justice, alors que 14 obstructions de la voie publique par l'abandon d'objets pouvant entraver la circulation routière ou générer des risques sur les automobilistes et les citoyens ont été constatées, parmi lesquelles 8 ont été transmises à la justice. Le bilan de la PUPE fait par ailleurs mention de 4 affaires de commercialisation de viande de bêtes abattues en dehors des abattoirs agréés, où plus de 473 kg de viande blanche impropres à la consommation ont été saisis et le dossier transmis à la justice.

H. N.

H. C.